

Anglais
Analyse et commentaire de textes ou documents

Épreuve à option : écrit

Alma-Pierre Bonnet, Lucie de Carvalho, Élisabeth Fauquert, Cléa Fortuné,
Charles Joseph, Clémence Lévêque, Virginie Roiron.

Coefficient : 3

Durée : 6 heures

Remarques générales et rappel des attendus de l'épreuve :

Au total 411 copies ont été soumises à l'évaluation dans le cadre du concours 2026. La moyenne finale s'établit à 9,88/20, avec un écart-type de 4,5, ce qui reflète un ensemble équilibré, allant de copies perfectibles à des copies plus solides. 22 % des notes se situent au-dessus de 14/20. Ces notes ont valorisé les copies qui ont su allier rigueur méthodologique, distance critique vis-à-vis des sources proposées et compétences linguistiques de qualité, au regard du niveau attendu pour des non-spécialistes d'anglais en filière B/L.

Cette épreuve repose sur un dossier de 5 documents : une première source secondaire, qui a vocation à cadrer théoriquement les enjeux de la question soulevée par le dossier, suivie de 4 sources primaires. Nous ne pouvons que rappeler aux futures candidat·es l'importance de bien exploiter ce premier document de cadrage, qui doit apporter plusieurs clés de lecture pertinentes pour aborder l'analyse croisée des sources du dossier. Dans le choix des sources primaires, le jury prend soin de couvrir autant que possible toute la période délimitée par les attendus de la préparation (de la fin du XVIII^e siècle au début du XXI^e siècle), et de garantir une certaine diversité de points de vue, tant au niveau des aires géographiques (traditionnellement l'aire britannique et l'aire américaine), que de celui des auteurs et autrices mobilisé·es. Les candidat·es doivent donc produire une analyse structurée et dialectique des enjeux qui sous-tendent la question à l'étude, délimitée par le document 1, à travers la discussion critique des manifestations historiques et intellectuelles proposées dans les documents 2, 3, 4 et 5. Le développement proposé doit ainsi être une synthèse critique de documents : un savant équilibre entre micro-analyses textuelles, apport de connaissances extérieures éclairantes et interprétation argumentée du dossier. Au vu de la richesse des sources utilisées, l'exhaustivité est impossible, et le jury préfère une

analyse cohérente et argumentée selon une véritable question, à un catalogue généraliste de repérages qui n'apporte finalement aucune proposition de problématisation.

Bien que cette épreuve soit sans programme, les sujets sont conçus de manière à permettre aux candidat.es qui ont suivi une préparation généraliste de l'histoire des Etats-Unis et du monde britannique de pouvoir mobiliser les connaissances conceptuelles et références historiques étudiées au cours de cette même préparation. Cette maîtrise de la chronologie globale permet également aux candidat.es d'identifier les enjeux sociaux, politiques ou intellectuels spécifiques au contexte de production des documents, même si les auteurs ou autrices ne sont pas nécessairement connus.es. Enfin, les notions ou questions soulevées ne devraient pas être totalement étrangères aux fondamentaux disciplinaires des candidats de filière BL et le sujet 2026 était à cet égard somme toute très classique.

Présentation du sujet 2026

Le sujet 2026 proposait ainsi une étude diachronique et transnationale de la relation entre l'Etat et ses citoyens, qui pouvait s'appréhender sous différents angles. Le titre du texte de cadrage, *The People's Welfare*, orientait la discussion du côté du *bien-être* d'une société et la lecture de l'extrait permettait d'aller au-delà d'une acception classique associée à l'Etat providence. Le texte de Novak met en valeur la manière dont la doctrine libérale s'est traditionnellement et théoriquement emparée de cette question du *people's welfare* dans le contexte britannique et états-unien. Il mentionne notamment un attachement culturel et politique aux libertés individuelles, la défense des droits individuels, à l'auto-suffisance, à la propriété privée, à la primauté des intérêts privés et du système capitaliste, à l'industrie, ainsi qu'une présence étatique limitée, comme autant de garants, selon cette tradition, d'un bien être collectif. Cet héritage libéral aurait suivi une évolution linéaire claire, marquée par un basculement historique entre une époque caractérisée par l'obscurantisme féodal et l'avènement de l'ère capitaliste au cours du XVIII^e siècle, avec en particulier le tournant de la Révolution américaine. Une très grande partie des copies s'est bien emparée de cette question, qui devait sans nul doute leur être familière, tant l'histoire du libéralisme en tant que doctrine sociétale, politique et économique a constitué une matrice fondamentale dans les sociétés anglophones depuis la fin du XVIII^e siècle. Nous mentionnions plus haut la capacité des candidat.es à mobiliser leurs connaissances acquises lors de leur préparation, et à titre d'exemple, la mention de "*Lockean*" ne pouvait que constituer une référence connue et comprise.

Cela étant, pour appréhender le dossier de manière problématisée et nuancée, les candidat.es ne pouvaient s'en tenir à ce seul volet de l'extrait de cadrage. En effet, dès les premières lignes de l'extrait, Novak déconstruit explicitement cette interprétation, qu'il qualifie de "*one-dimensional*" "*myth*". Il déploie une lecture résolument révisionniste de la manière dont le libéralisme a été artificiellement construit comme la matrice dominante des sociétés britannique et

états-unienne, notamment par certains historiens comme Louis Hartz. Novak donne crédit aux analyses plus récentes de phénomènes ou de mouvements plus sectoriels, qui mettent en lumière la permanence de postures anti-individualistes, mues par un sens du bien commun et de la responsabilité collective : “*counter-traditions committed to civic virtue, moral rectitude, and the public good.*” Ces contre-exemples lui permettent alors de remettre en question une certaine vision “Whig” de l’histoire qui perçoit la montée du libéralisme économique et politique au cours du XIXe siècle comme la marque d’une rupture irréversible vers la modernité capitaliste, et du côté des Etats-Unis, comme une justification commode d’une pseudo prise d’indépendance culturelle vis-à-vis du vieux continent. Novak s’intéresse donc davantage aux éléments de continuité entre les deux époques de part et d’autre de l’Atlantique, et il nous invite à dépasser une lecture binaire de l’histoire pour y confronter théorie et pratique : “*the actual everyday conduct and consequences of government.*” Les excellentes copies ont donc été celles qui sont parvenues à noter et exploiter cette tension entre récit national et réalités empiriques, et qui ont pu proposer des analyses explorant la cohabitation de ces contradictions dans les documents suivants au fil de leur développement.

A partir de là, les quatre autres documents pouvaient s’appréhender comme autant de manifestations concrètes de ce débat sur la solidité de la définition traditionnelle du libéralisme, souvent réduite à la primauté de l’individuel sur le collectif dans le cadre d’un désengagement de l’état, en particulier en matière de politiques sociales, le fil rouge des 4 documents suivants :

Ainsi, **le document 2** était un écrit introductif à un essai sur l’économie politique. L’autrice, Harriet Martineau, est une figure importante de l’humanisme social de l’époque victorienne au Royaume-Uni. Peut-être est-il surprenant de voir une femme discuter d’économie politique en 1834, mais le jury a été frappé par le très grand nombre de copies qui ont pris Martineau pour un homme... Dans cet extrait, Martineau se fait le chantre d’une modernité éclairée et de l’avancée des savoirs. Toutefois, elle déplore la faible présence des écrits de vulgarisation en économie politique, un champ qui, selon elle, place l’humain, en tant qu’entité collective et non individuelle, au centre de toutes ses préoccupations. Publié en 1834, soit parallèlement au passage de *The New Poor Law Amendment*, ce texte conduit Martineau à appeler à penser les questions d’inégalités sociales en termes de distribution non naturelle des richesses, que la régulation publique permet néanmoins d’atténuer, afin d’œuvrer au bien commun, et défendre l’intérêt collectif au-delà de l’intérêt individuel. De nombreuses copies ont, de façon très pertinente, fait dialoguer cet extrait avec d’autres penseurs progressistes contemporains de Martineau, tels que Chadwick ou Bentham. Toutefois, peu de copies ont remarqué l’admiration qu’elle témoigne à Adam Smith et à *The Wealth of Nations*, un ouvrage pourtant communément associé à l’avènement de l’économie libérale capitaliste. De la même manière, le titre *Political Economy* pouvait faire penser à d’autres grands penseurs de l’économie libérale classique, comme David Ricardo. Plutôt que de l’ignorer, les candidats pouvaient embrasser cette incohérence de surface. La cohabitation, dans une même analyse, d’un engagement pour le bien-être commun et pour la régulation de la distribution des

richesses entre les plus riches et les plus pauvres avec les pères fondateurs du libéralisme économique permettait d'étayer la thèse de Novak.

Le document 3 était un extrait du *Memorial Soliciting a State Hospital for the Protection and Cure of the Insane*, plaidoyer rédigé par la réformatrice étatsunienne Dorothea Lynde Dix (1802-1887) et soumis en novembre 1848 à l'Assemblée législative bicamérale de Caroline du Nord (*General Assembly*), alors État esclavagiste. Il s'inscrit dans les mouvements réformateurs de la période précédant la guerre de Sécession (*antebellum*), particulièrement dynamiques entre les années 1830 et 1850. L'ère jacksonienne, dont Daniel Walker Howe a souligné les profondes contradictions politiques et sociales dans *What Hath God Wrought* (2007), voit coexister l'élargissement de la participation politique des hommes blancs et le maintien de fortes exclusions, notamment celles des femmes, des populations noires et des peuples autochtones. Cette période est également marquée par d'importantes transformations économiques et par une effervescence réformatrice, nourrie par le deuxième Grand Réveil protestant (*Second Great Awakening*) et l'essor des associations philanthropiques. Les réformes éducatives, pénitentiaires et sociales témoignent parallèlement de la conviction que l'action collective et la transformation des institutions peuvent améliorer la société. Elles offrent ainsi un premier point de rapprochement avec le texte de Novak, qui invite à ne pas réduire l'histoire étatsunienne à la seule affirmation de l'individualisme libéral et de la limitation de l'État. Depuis ses enquêtes dans les prisons et hospices pour indigents du Massachusetts au début des années 1840, Dix défend une prise en charge spécialisée des personnes alors qualifiées d'« aliénées » (*insane*). En Caroline du Nord, État esclavagiste et majoritairement rural, leur sort dépend largement des familles, des autorités de comté, des hospices pour indigents (*poorhouses*) et des prisons locales (*county jails*). L'absence d'hôpital spécialisé financé par l'État révèle les limites de cette assistance décentralisée, mais ne signifie pas l'absence de toute intervention publique : les autorités locales participent déjà à l'encadrement et à la prise en charge des populations indigentes. Cette distinction entre faiblesse relative des institutions spécialisées et diversité des pratiques effectives de gouvernement rejoint l'attention portée par Novak aux formes concrètes de l'action publique. Le choix du *memorial*, pétition adressée aux pouvoirs publics, constitue un autre enjeu d'analyse. Exclues du suffrage, les femmes peuvent néanmoins intervenir dans les débats politiques par les associations, les enquêtes et les campagnes de réforme. Dix fonde son autorité sur l'expérience de terrain et le devoir philanthropique, tout en franchissant les limites assignées à l'action féminine par l'idéologie des sphères séparées (*separate spheres*). Son argumentation s'appuie sur les principes du « traitement moral » (*moral treatment*), associés notamment à Philippe Pinel et William Tuke, qui présentent l'asile comme un établissement thérapeutique où un environnement ordonné et un encadrement adapté doivent favoriser le rétablissement. En opposant l'hôpital à la prison, Dix conteste l'enfermement des personnes aliénées dans des institutions dépourvues de vocation de soin. Les témoignages individuels et les descriptions de mauvais traitements mobilisent une rhétorique de la sensibilité, mais soutiennent également une revendication institutionnelle précise. Celle-ci doit être replacée dans le cadre du fédéralisme étatsunien : le X^e amendement (1791) réserve aux États les compétences non déléguées au gouvernement fédéral, tandis que leurs pouvoirs de police (*police powers*) leur permettent

notamment d'agir en matière de santé, de sécurité et de bien-être publics. Dix ne réclame donc pas une intervention de Washington, mais une prise en charge à l'échelle de l'État fédéré plutôt qu'à celle des seuls comtés, en demandant à la législature de Caroline du Nord de financer un établissement spécialisé. Ce déplacement d'échelle éclaire concrètement l'une des questions soulevées par Novak : plutôt que d'opposer abstraitement liberté individuelle et intervention publique, il faut étudier les institutions, les compétences et les moyens par lesquels les autorités définissent et tentent d'œuvrer pour le bien commun. L'affirmation « *as they have the need, so have they the right* » présente ainsi l'assistance aux personnes indigentes comme une obligation publique plutôt que comme une simple affaire de charité et de volontarisme, sans correspondre pour autant à une conception universelle des droits sociaux.

Le plaidoyer de Dix contribua à l'adoption, en décembre 1848, d'une loi autorisant la création d'un hôpital public à Raleigh, qui ouvrit ses portes en 1856. Cette décision marque le passage d'une assistance essentiellement locale à une prise en charge spécialisée financée par l'État fédéré. Elle témoigne de la coexistence, dans la société étatsunienne du XIX^e siècle, de traditions politiques attachées à l'initiative privée et à la limitation des dépenses publiques, et d'autres fondées sur la responsabilité collective et la poursuite du bien commun, sans que ces orientations soient nécessairement incompatibles. Elle souligne aussi les ambiguïtés du réformisme institutionnel : si l'asile entend améliorer le sort des personnes alors qualifiées d'« aliénées », il les soumet également à une autorité médicale et à un encadrement institutionnel plus étroits. Dans le contexte du Sud esclavagiste, les prétentions universalistes du discours doivent enfin être confrontées aux hiérarchies raciales et juridiques qui déterminent l'accès à l'assistance et à la protection publique. Le document illustre ainsi la nécessité, soulignée par Novak, d'étudier les pratiques et les limites concrètes de l'action publique plutôt que de déduire celles-ci des seuls principes d'un libéralisme monolithique.

Le document 4 était un extrait relativement connu d'un discours de Keith Joseph, plus connu sous le nom du *Birmingham Speech*, prononcé en 1974. Keith Joseph est communément considéré comme l'une des éminences grises du Thatcherisme, traditionnellement associé au néolibéralisme post-années 1980. Dans cet extrait, Joseph s'attaque avec virulence aux acquis des politiques sociales de l'après-guerre et aux fondements de l'Etat Providence britannique, que les candidats ont souvent su mobiliser de façon pertinente. En termes de mise en relation avec des connaissances extérieures, son discours particulièrement violent envers ce qu'il décrit sans le nommer le '*nanny state*', qu'il dépeint comme responsable d'une crise morale profonde traversant le pays, ne pouvait qu'évoquer le thatcherisme moral des années 1980. Selon lui ici, les mesures de protection sociale associées au *Welfare State* n'ont fait qu'éroder la liberté et responsabilité individuelle et qu'accentuer la dépendance des citoyens envers l'État. Ce document permettait donc aux candidats, par exemple, d'explorer le caractère toujours controversé de la notion d'intervention étatique et des divergences d'interprétation quant aux vertus émancipatrices de l'Etat providence dans la deuxième partie du XX^e siècle, un système alors perçu par les Conservateurs comme antithétique à l'esprit britannique.

Le document 5 était un extrait du discours prononcé par le président démocrate Barack Obama le 9 septembre 2009 devant les deux chambres du Congrès (*joint session*), alors que sa réforme de l'assurance maladie suscitait de vives controverses. Élu en novembre 2008 sur fond de crise financière et de récession, Obama avait fait de l'accès aux soins l'une des priorités de son premier mandat. Son intervention précède l'adoption, en mars 2010, du *Patient Protection and Affordable Care Act* (ACA), communément appelé *Obamacare*. Le système de santé étatsunien repose alors largement sur les assurances privées, souvent liées à l'emploi, sans couverture universelle. Malgré la création de Medicare et Medicaid en 1965, destinés principalement aux personnes âgées et à certaines populations modestes, des millions de personnes demeurent non ou sous assurées, notamment en raison des exclusions liées aux pathologies préexistantes (*pre-existing conditions*). Dans le contexte de la crise des subprimes, Obama associe les coûts économiques de l'inaction aux faillites des ménages et aux conséquences humaines de l'absence de couverture. Les témoignages recueillis lors de réunions publiques (*town halls*) ou par correspondance donnent une dimension concrète à son argumentation : comme chez Dorothea Dix en 1848, la souffrance individuelle devient un argument en faveur d'une responsabilité publique. Le discours constitue toutefois une intervention politique immédiate : en s'adressant solennellement au Congrès, Obama cherche à convaincre le législateur, à mobiliser l'opinion et à répondre aux opposants d'une réforme dont l'adoption demeure incertaine. La lettre posthume du sénateur démocrate Edward « Ted » Kennedy, mort en août 2009 et défenseur de longue date de l'élargissement de la couverture maladie, inscrit le projet dans un combat politique ancien. La référence à la justice sociale (*social justice*) permet ainsi de déplacer le débat des modalités techniques de la réforme vers les obligations morales de la communauté politique. Obama reconnaît explicitement la place de l'autonomie individuelle (*self-reliance*), de l'individualisme et de la méfiance envers le gouvernement dans la culture politique étatsunienne, mais leur associe d'autres traditions, fondées sur la solidarité, la responsabilité collective et la recherche du bien commun. Le texte rejoint ici les interrogations de Novak sur la coexistence de traditions politiques que les récits dominants du libéralisme ont souvent présentées comme incompatibles. Les références à la sécurité sociale fédérale (*Social Security*), instaurée en 1935 sous Franklin D. Roosevelt, et à Medicare, créé en 1965 sous Lyndon B. Johnson, inscrivent la réforme dans les héritages du *New Deal* et de la *Great Society*, deux moments majeurs de l'élargissement des responsabilités sociales du gouvernement fédéral. En rappelant que ces programmes avaient eux aussi été dénoncés comme liberticides ou comme l'introduction d'un socialisme jugé étranger aux traditions étatsuniennes, Obama cherche à relativiser les accusations contemporaines d'étatisme et à inscrire sa réforme dans l'héritage du libéralisme réformateur rooseveltien. Cette généalogie reste néanmoins sélective : elle tend à atténuer les conflits, les compromis et les exclusions qui ont accompagné ces réformes, au profit d'un récit national du progrès social. Le document éclaire également les transformations du fédéralisme étatsunien. Alors que Dix réclamait en 1848 une intervention de l'État de Caroline du Nord au-delà des dispositifs d'assistance des comtés, Obama défend un renforcement de l'action fédérale dans un secteur associant compétences des États fédérés, programmes publics et assurances privées. Il ne s'agit pourtant pas d'une progression

linéaire vers l'État-providence : l'ACA vise principalement à réglementer le marché de l'assurance et à élargir la couverture, non à instaurer un système public unique. Enfin, dans un contexte de polarisation croissante, marqué notamment par les mobilisations conservatrices des *Tea Parties* et les accusations de socialisme adressées à son administration, Obama appelle à dépasser les clivages partisans. En mettant en regard les dangers d'un gouvernement trop puissant et ceux d'un gouvernement insuffisamment présent, il cherche à déplacer la controverse vers les conditions dans lesquelles l'intervention publique peut concilier liberté individuelle et sécurité collective. Le discours illustre ainsi la pluralité des traditions politiques soulignée par Novak, tout en montrant comment l'histoire de l'action publique peut être mobilisée pour légitimer une réforme contestée.

En somme, le dossier se prêtait à plusieurs niveaux de lecture et de problématisation, qui pouvaient être articulés selon un degré croissant de complexité :

Palier 1 : identifier les différentes conceptions du rôle de l'État dans la protection sociale, la régulation économique et la poursuite du bien-être collectif, en tenant compte des contextes historiques et nationaux.

Palier 2 : analyser les tensions entre les principes du libéralisme, notamment l'autonomie individuelle, la responsabilité privée et la limitation de l'intervention publique, et les exigences de solidarité, de régulation et de protection sociale, sans considérer ces traditions comme nécessairement incompatibles.

Palier 3 : interroger la construction historique et historiographique du libéralisme comme tradition politique dominante et comme composante des identités nationales britannique et étatsunienne, en confrontant les discours des acteurs aux pratiques concrètes de gouvernement et aux continuités institutionnelles, au-delà des récits de rupture ou de progrès linéaire.

Exemples de problématiques et de plans pertinents tirés des copies d'écrit, session 2026

Exemple 1 : *To what extent have liberalism and state intervention shaped the historical development of the British and American states?*

- 1) Liberalism and the limits of state intervention: individual freedom, private responsibility and the critique of government power
- 2) Beyond laissez-faire: public regulation, social reform and the pursuit of collective welfare as enduring features of liberal societies
- 3) Competing visions of liberty and welfare: How debates over the role of the state have shaped British and American political identities

Exemple 2 : *To what extent is state intervention compatible with liberal principles, and can the emergence of the British and American welfare states be understood as a linear process?*

- 1) State intervention as a threat to market efficiency, individual freedom and personal responsibility
- 2) Social protection as a condition of genuine freedom and social cohesion
- 3) The development of the British and American welfare states as the product of competing, yet sometimes complementary, interpretations of liberalism

Remarques méthodologiques

Nous ne réitérons pas les conseils et rappels déjà très bien présentés dans les rapports de jury des années précédentes. En revanche, le jury souhaite insister sur deux points en particulier :

Introduction

D'une manière générale, un grand nombre de copies a fait un effort de contextualisation en introduction, en mobilisant de façon pertinente un vaste éventail d'événements politiques et législatifs (ex. *The New Poor Law Amendment 1834*; the "*permissive society*" des années 1960) ou de références culturelles et théoriques fort opportunes (Rawls, *Sybil or the Two Nations*, etc). Toutefois, nous rappelons que l'introduction n'est pas le lieu des micro-analyses, et donc des citations. Ces éléments sont à réserver pour le développement. Plus largement, le jury s'inquiète d'une difficulté qui semble aujourd'hui endémique : la problématisation. Même dans les copies les plus réussies en termes de développement et d'argumentation, la problématique proposée était souvent en deçà des attentes du concours. Les questions proposées demeurent trop souvent descriptives (et donc par définition, non problématiques), voire même normatives ou prescriptives (ex. "*Should the state interfere in people's lives?*"), ce qui est largement hors sujet vis-à-vis du cadrage de cette épreuve. Nous ne pouvons qu'encourager les futures candidates à consacrer davantage de réflexion à cette étape si combienn structurante de l'introduction, voire à ne pas rédiger cette question trop tôt au cours du temps de préparation.

Dissertation v. synthèse critique de documents :

Deuxièmement, le jury rappelle que cette épreuve demeure bien une épreuve de civilisation anglophone et non une dissertation de philosophie politique. Si les références extérieures sont les bienvenues, il convient néanmoins de veiller à l'économie générale du propos : trop de copies se sont ici transformées en dissertations généralistes sur le rôle de l'Etat dans l'abstraction, sans ancrage dans les textes proposés, ceux-ci disparaissant même entièrement de la problématique et du plan proposé. L'apport de connaissances extérieures ne doit pas se faire au détriment de l'analyse des sources. En outre, la synthèse critique de documents implique nécessairement une circulation au sein du dossier. Attention donc aux paragraphes sans référence aux sources ou qui ne se fondent que sur un seul document, cela ne répond pas aux attendus méthodologiques de l'épreuve. Rappelons enfin que la démarche d'analyse se doit d'être fondamentalement inductive, partant en premier lieu des documents en eux-mêmes. Les micro-analyses ou les citations ne

peuvent pas être juste invoquées en fin de paragraphe comme simples illustrations d'un propos généraliste, mais doivent faire partie intégrante de l'argument de chaque paragraphe.

Remarques sur la langue :

À l'instar des années précédentes, le jury invite les futur·es candidat·es à consulter **attentivement** les rapports antérieurs, qui recensent de nombreuses erreurs grammaticales, lexicales et syntaxiques récurrentes. Les copies de cette session appellent néanmoins quelques remarques particulières. La confusion entre *economic* et *economical*, ou entre *political* et *politic*, témoigne d'un manque de précision lexicale, particulièrement dommageable dans une épreuve portant sur l'histoire des idées politiques et économiques. Des erreurs élémentaires subsistent également dans l'emploi des noms de pays : *the United States* commande un verbe au singulier (*the US is*, et non *the US are*), tandis que *England*, *Britain* et *the United Kingdom* ne sont pas interchangeables. Le jury relève par ailleurs un usage étonnamment erratique des majuscules, ainsi que des coupures de mots en fin de ligne parfois mal maîtrisées. Enfin, une vigilance particulière s'impose face aux calques du français, qui affectent aussi bien le choix des mots que les constructions verbales et nominales : *it conducts to*, *they seem benefit*, *a side acceptable which* ou *to defuse a model* ne constituent pas des formulations idiomatiques. De même, *a text extracted from* gagnera souvent à être remplacé, dans la présentation d'un document, par *an excerpt from* ou *a passage taken from*. Ces difficultés rappellent qu'une argumentation historiquement solide doit s'appuyer sur une langue précise, naturelle et syntaxiquement maîtrisée.